

Affaires courantes

LE PROJET DE TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Lawrence MacAulay (Cardigan): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter cette pétition au nom des habitants de Sudbury; ces derniers s'opposent à la taxe sur les produits et services.

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

Mme Marlene Catterall (Ottawa-Ouest): Monsieur le Président, conformément à l'article 36 du Règlement, j'ai l'honneur de présenter une pétition dûment certifiée par le greffier des pétitions. Les signataires s'opposent à ce que le gouvernement du Canada retire sa contribution de 2,9 milliards de dollars au financement du régime de l'assurance-chômage dont il compte laisser l'entière responsabilité aux travailleurs et aux employeurs. Ils demandent humblement au Parlement de ne pas se retirer du régime de l'assurance-chômage et de rejeter le projet de loi C-21.

LE PROJET DE TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

Mme Marlene Catterall (Ottawa-Ouest): Je voudrais présenter une autre pétition dont les signataires s'opposent à la taxe sur les produits et services et demandent humblement au Parlement de ne pas l'approuver.

Mme Diane Marleau (Sudbury): Monsieur le Président, j'ai aujourd'hui 15 ou 20 pétitions portant 300 à 400 noms de personnes qui s'opposent à la taxe sur les produits et services. Les gens de Sudbury et des municipalités environnantes s'inquiètent énormément des effets que cette taxe aura sur les régions éloignées de ce pays.

VIA RAIL

Mme Christine Stewart (Northumberland): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter aujourd'hui une pétition venant d'habitants du nord de l'Ontario qui s'opposent aux projets du gouvernement de supprimer le service voyageurs de VIA Rail. Ils désirent rappeler au gouvernement que nombre d'habitants des localités rurales dépendent uniquement des trains de voyageurs.

• (1120)

VIA RAIL

M. Ron Fisher (Saskatoon-Dundurn): Monsieur le Président, j'ai le plaisir de présenter ce matin une pétition d'habitants de Winnipeg, Red Lake et autres endroits de l'Ontario et du Manitoba qui s'opposent aux réductions de budget de VIA Rail et désirent faire remarquer au gouvernement que ces réductions vont entraîner la fermeture ou la vente de certaines parties du réseau. La réduction sera d'au moins un tiers. J'ai le plaisir de présenter cette pétition dûment autorisée en vertu de l'article 36 du Règlement.

LE PROJET DE TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, comme beaucoup d'autres députés, je présente une pétition signée par plusieurs habitants de la grande ville de Sudbury qui s'inquiètent entre autres des conséquences de la TPS pour l'avenir de l'hippodrome *Sudbury Downs*. Comme tant d'autres hippodromes du Canada, le *Sudbury Downs* se verra dans l'obligation de fermer ses portes si cette farce nationale devient réalité. Les habitants de Sudbury veulent l'abolition de toute taxe sur les produits, les aliments, si petite soit-elle. Personne ne veut de la TPS.

L'EXTRADITION

Mme Barbara Sparrow (Calgary-Sud-Ouest): Monsieur le Président, conformément à l'article 36 du Règlement, j'ai l'honneur de présenter des pétitions dûment certifiées par le greffier des pétitions. Ces pétitions sont signées par plus de 860 personnes de la région de Calgary qui demandent au gouvernement du Canada de réviser notre législation sur l'extradition afin de permettre au ministre de la Justice d'extrader en tout temps les criminels, présumés ou reconnus, appréhendés au Canada, même pendant leur période d'incarcération pour des crimes perpétrés au Canada.

La Chambre a déjà été saisie de 90 987 signatures à ce sujet, ce qui porte à plus de 91 000 le nombre de personnes qui demandent au gouvernement de modifier notre législation sur l'extradition.

VIA RAIL

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition au nom de plusieurs centaines de Canadiens qui contestent les compressions budgétaires de quelque 500 millions de dollars qu'on impose à la société VIA Rail, ainsi que la suppression, la vente ou le transfert de parties très importantes du réseau de VIA Rail, qui risquent de causer la disparition du tiers du réseau ferroviaire national du Canada. Les pétitionnaires prient le Parlement non seulement de maintenir VIA Rail et le réseau national actuel, mais encore de doter cette société de nouveau matériel et de présenter une nouvelle loi sur le transport ferroviaire voyageurs qui prévoient un nouveau partage des coûts avec les sociétés ferroviaires.

LE PROJET DE TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Nelson A. Riis (Kamloops): Monsieur le Président, j'ai le plaisir de présenter, conformément à l'article 36 du Règlement, une pétition que le greffier des pétitions a jugée conforme et qui signale toute une série d'inquiétudes que nourrissent les pétitionnaires au sujet de la taxe sur les produits et services. Ils signalent que c'est une taxe mesquine, cruelle, injuste et hautement discriminatoire et demandent au gouvernement d'abandonner tout simplement son projet d'imposer cette taxe.